Article 21 du Règlement

Dernièrement, Ottawa a fait les frais de compressions d'effectifs dans la Fonction publique, de compressions de projets, de compressions au titre de la formations linguistique et des dépenses discrétionnaires, de gels des dépenses totales, de la décentralisation des approvisionnements, de réaffectations au Conseil national de recherches. Également, au cours des 10 dernières années, une partie du ministère de l'Emploi et de l'Immigration a été déménagée à Bathurst, le ministère des Affaires des Anciens combattants a été déménagée à Charlottetown, des secteurs du MAS ont été déménagés à Shédiac et à Matane, et la liste continue.

Sur la Colline ce matin, le *Child Poverty Action Group* soulignait l'ampleur grandissante du phénomène de la pauvreté infantile dans la région. Ottawa n'est pas à l'abri des moments difficiles. Ici, les gens font la queue pour du pain ou de la soupe comme dans bien d'autres villes canadiennes. J'invite donc le gouvernement à réévaluer la possibilité de ce déménagement en tenant compte des avantages qu'il y aurait à ne pas morceler le Laboratoire de lutte contre la maladie.

* * *

LES AFFAIRES SOCIALES**ON DEMANDE UNE POLITIQUE EN VUE D'ÉLIMINER LA
PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS**

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, comment se fait-il que les Canadiens ne sont pas conternés d'apprendre que le cinquième des enfants du Canada sont pauvres? Comment pouvons-nous prendre des mesures pour réduire la pauvreté chez les personnes âgées et ne rien faire pour les enfants? Pourquoi la pauvreté infantile n'est-elle pas au nombre des politiques prioritaires?

«Nous disons que nous aimons les enfants, mais en réalité, ce ne sont que les nôtres que nous aimons, non pas tous les enfants du Canada, mais seulement les nôtres, ceux de nos familles. Nous sommes disposés à faire beaucoup pour ces enfants, mais pas pour les enfants des pauvres». Ce sont là les paroles de Dorothy O'Connell, qui s'adressait aujourd'hui au *Child Poverty Action Group*.

● (1405)

A l'heure actuelle, les députés conservateurs font porter le blâme aux parents ou attribuent la pauvreté à une dégradation des valeurs morales, au divorce et à l'alcoolisme. Ce ne sont pas là ses véritables causes. Il s'agit plutôt d'un manque d'argent et d'autres ressources permettant de faire face aux mêmes problèmes qui affligent les familles à revenus moyen et supérieur. Les enfants de familles pauvres n'auront pas des chances égales aux autres. Il faut avoir la volonté politique de mettre un terme à ce gaspillage insensé des énergies de tous ces enfants qui sont condamnés à répéter le cycle de la pauvreté.

Si nous aimons nos enfants, nous devons faire de la pauvreté chez les enfants une priorité de notre programme politique à l'heure actuelle. J'exhorte le gouvernement à discuter des solutions à ce problème lors d'une rencontre des premiers ministres et à charger un comité tripartite de se pencher sur la question.

LES AFFAIRES SOCIALES**LES CONSÉQUENCES DE LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS**

M. David Daubney (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, la pauvreté chez les enfants demeure une préoccupation au Canada et ce, malgré le fait que notre taux de croissance économique demeure supérieur à 3 p. 100 par année, que le chômage est maintenant tombé à 8,8 p. 100 et que 260 000 Canadiens ont réussi à dépasser le seuil de la pauvreté depuis trois ans. Le gouvernement déploie d'énormes efforts, afin d'améliorer les conditions de vie de tous les Canadiens. Cependant, bien des choses restent à faire.

La pauvreté a un effet débilant, surtout lorsqu'elle frappe nos enfants. Ce sont les citoyens, les travailleurs et les parents de demain. La pauvreté leur retire tout espoir pour l'avenir et les prive de la possibilité de se développer pleinement et de s'exprimer en tant que Canadiens. En pratique, la pauvreté chez les enfants entraîne un plus fort taux de maladies mentales et de criminalité chez les adolescents. Il faut porter une attention particulière à ce problème chez les familles monoparentales.

Le gouvernement a entrepris d'agir dans ces domaines; il a en effet, pris des mesures qui ont permis de faire passer le chômage chez les jeunes de 18,3 p. 100 à 13,8 p. 100 et celui chez les femmes, de 12 p. 100 à 9,4 p. 100, et il a accru le crédit d'impôt pour enfants. Il faut poursuivre ces efforts et ceux de groupes comme le *Child Poverty Action Group* et l'*Ottawa Council for Low-Income Support Services*. Ensemble, nous pouvons donner à tous les jeunes Canadiens un véritable intérêt dans l'avenir.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**LE PORT OBLIGATOIRE DE LA CEINTURE DE SÉCURITÉ ET
D'AUTRES MESURES IDOINES**

Mme Thérèse Killens (Saint-Michel—Ahuntsic): Monsieur le Président, je désire féliciter les corps policiers de la communauté d'Ottawa—Carleton qui ont lancé hier leur campagne annuelle de sensibilisation du port de la ceinture de sécurité. L'objectif est d'encourager 90 p. 100 des passagers d'automobiles à boucler leur ceinture.

Vous avez remarqué, monsieur le Président, que depuis un an, je présente des pétitions et je fais des déclarations concernant la sécurité automobile, parce que les présents règlements ne répondent pas aux besoins des passagers en voiture.

A cet effet, un médecin du Bas Saint-Laurent, le Docteur Robert Maguire, m'a aidée en distribuant sa propre pétition qui entre autres demande au gouvernement d'adopter des mesures préventives telles les sacs gonflables, les ceintures de sécurité à trois points et les phares allumés en tout temps. Cette campagne a pour objectif de diminuer de 50 p. 100 le nombre des victimes de la route.

J'ai ici, monsieur le Président, des pétitions signées par plus de 30 000 personnes du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie qui demandent plus de sécurité sur nos routes. Je tiens à féliciter le Docteur Maguire pour son initiative et je désire remercier les gens du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie pour